



Communiqué intersyndical

Au vu de l'urgence de la situation sociale, des justes revendications portées par le mouvement lycéen et de l'impitoyable répression qu'il subit, nos organisations syndicales s'engagent dans la construction du nécessaire rapport de force contre les réformes ministérielles qui détruisent le service public et dégradent les conditions de travail des enseignant.es et de leurs élèves.

Ce que les lycéen.nes expriment, ce que les étudiant.es expriment, ce que les personnels expriment, c'est la volonté que leurs légitimes aspirations et revendications soient prises en compte. De réelles négociations doivent être ouvertes immédiatement avec les organisations syndicales et lycéennes.

Nous dénonçons l'intimidation du ministre Blanquer qui nous demande d'être des pacificateurs alors que son refus d'ouvrir des négociations attise une légitime colère.

Nous prenons alors nos responsabilités et refusons les violences d'État que le mouvement social et la jeunesse subissent en appelant à :

- **Soutenir le mouvement lycéen** qui demande l'abandon de Parcours Sup', de la réforme du lycée et de la voie professionnelle
- **Généraliser la grève et les manifestations parmi les personnels de l'éducation**
- **Refuser le transfert de la responsabilité du maintien de l'ordre aux chefs d'établissement**
- **Accompagner les lycéens** dans leur mobilisation
- **S'organiser collectivement en Assemblées Générales** d'établissement et de secteur, dont celles sur Grenoble :

mercredi 12 décembre 2018 à 16h à la Bourse du travail de Grenoble

Nous dénonçons fermement les tentatives d'intimidation et de répression perpétrées par le ministère. Ce sont les élèves qui ont besoin d'être protégé.es de la police, pas l'inverse. Le gouvernement doit cesser immédiatement d'attaquer et d'agresser les élèves. Le droit d'expression, de réunion et de mobilisation des lycéen.nes doit être garanti. Nous demandons l'amnistie de toutes les condamnations des lycéen.ne.s.

à Grenoble, vendredi 7 décembre 2018

Les organisations syndicales CGT Educ'action, CNT, FNEC-FP-FO, SNEP-FSU, SNES-FSU, SNUEP-FSU et SUD éducation de l'Académie de Grenoble.